RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le groupe AFD et l'Europe au Proche et au Moyen-Orient

©Terre des Hommes

#MondeEnCommun

Puissance du partenariat européen

14 ans
de partenariat

.....

60
pays soutenus

Animés par des convictions communes, le groupe AFD et la Commission européenne (CE) travaillent depuis 2008 pour renforcer l'impact de leurs financements et l'efficacité de l'aide au développement. Un partenariat central pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Habilité à gérer des fonds européens depuis 2008, le groupe AFD est devenu en 14 ans un partenaire de référence de la Commission. Sur le dernier cadre financier européen 2014-2020, ce sont 2,8 milliards d'euros que la Commission a choisi de confier à l'Agence, contribuant ainsi à améliorer l'impact de plus de 220 de ses projets au bénéfice des populations dans une soixantaine de pays. La vigueur de ce partenariat s'explique par une très forte convergence des visions stratégiques des deux institutions, mais aussi par la richesse du dialogue entre leurs équipes, à Bruxelles comme sur le terrain, le groupe AFD et la CE disposant d'un réseau de représentations locales sans équivalent au sein de la famille européenne.

Le projet "Water banking" pour l'adaptation de l'agriculture au changement climatique à Gaza, en partenariat avec la Coopération irlandaise et le Fonds vert pour le climat. ©Manar Shweik

Une large palette d'outils mobilisés et un effet levier

Le partenariat prend corps à travers une large palette de modalités de financements, adaptés aux contextes et aux différents types de besoins des contreparties : délégation de subventions, y compris à travers les fonds fiduciaires, adossement de subventions européennes aux prêts du groupe AFD, développement d'un portefeuille d'opérations bénéficiant de garanties européennes...

Dès que cela est possible, les deux institutions font le choix de structurer leurs interventions dans le cadre des facilités de mixage, qui permettent de maximiser l'utilisation des subventions européennes, grâce à l'effet de levier qu'elles entraînent sur les prêts des bailleurs. Entre 2014 et 2020, 9 milliards d'euros de prêts et de subventions du groupe AFD ont ainsi pu être mobilisés aux côtés de près d'1,6 milliards d'euros en provenance de la Commission pour contribuer à financer des actions de développement dans près de 60 pays d'Afrique, du pourtour méditerranéen, d'Asie-Pacifique ou encore d'Amérique latine et des Caraïbes. Ce niveau d'engagement positionne le groupe AFD en tant que 1^{er} partenaire bilatéral de la Commission en matière de mixage, et 2^e partenaire juste derrière la Banque européenne d'Investissement.

En 2017, le groupe AFD a aussi tenu à répondre présent lors du lancement du Fonds européen pour le développement durable (FEDD), destiné à soutenir, par le biais de mécanismes innovants de garanties, les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l'Union, dans une optique de réalisation des ODD, et en particulier d'éradication de la pauvreté. L'Agence s'est là encore trouvée parmi les tous premiers partenaires de la Commission dans la conception de ces nouveaux outils, se plaçant seconde en termes de niveau de garanties mobilisables au profit des partenaires du Sud.

Afin de porter des positions plus fortement, le Groupe crée des alliances au sein de plateformes inclusives telles que le Partenariat renforcé rassemblant les institutions bilatérales financières de développement (AFD, KfW, CDP et AECID), le réseau des EDFI (European Development Finance Institutions), IDFC (International Development Finance Club) et le Réseau des praticiens présidé en 2018-2019 par Expertise France. Proparco, la filiale du Groupe dédiée au secteur privé, participe également au montage d'outils européens bénéficiant à plusieurs DFIs.

#TeamEurope : un partenariat encore plus soutenu

Fort de cette expérience et de son réseau, le groupe AFD ambitionne de poursuivre et d'amplifier cette dynamique partenariale, selon une approche #TeamEurope destinée à renforcer les synergies et l'implication de tous dans la mise en œuvre de l'agenda européen du développement, conformément aux principes de cohérence, coordination et d'efficacité de l'aide. Avec l'intégration d'Expertise France, accréditée depuis 2011 auprès de la CE, la gamme des outils du groupe AFD s'élargit pour accompagner toujours mieux les contreparties dans l'atteinte des objectifs de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris.

2,8
Mds €

220
projets

Le groupe AFD et l'Europe au Proche et au Moyen-Orient

Depuis une vingtaine d'années, le groupe Agence française de développement s'est positionné comme une plateforme capable de mobiliser de l'expertise et des financements. Dans notre géographie, marquée par les crises, la mobilisation de l'Union européenne et des Etats membres s'est révélée nécessaire pour optimiser l'impact de nos efforts. Ensemble, nous apportons des solutions adaptées aux problèmes de nos partenaires locaux, solutions visant la réduction des inégalités, la prévention et le traitement des crises et des fragilités, dans la perspective d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

Projet de gestion des déchets solides à Gaza avec l'Union européenne et la Banque mondiale
©Municipal Development and Lending Fund

Nos opérations conjointes s'articulent autour de trois objectifs stratégiques : 1) le renforcement des liens sociaux, tant verticaux (qualité du rapport entre les institutions et les citoyens) qu'horizontaux (qualité des relations entre les différentes communautés). 2) La gestion des espaces et des ressources partagées de façon durable et inclusive. 3) Le soutien à des acteurs du public comme du privé dans leurs investissements et le développement économique local, dans le souci d'une croissance équitable et durable. L'adaptation au changement climatique dans une région soumise à un fort stress hydrique est au cœur de notre action, tout comme la gouvernance des institutions et la promotion de l'égalité femmes / hommes qui sont des pierres angulaires de nos projets.

1,05 Md €
Total cofinancement groupe AFD - UE et/ou Etats membres entre 2014 et 2021

dont **291 M€**
de fonds délégués UE à l'AFD entre 2014 et 2021

75,3 %
des engagements dans le secteur de l'eau

38
projets du groupe AFD avec l'UE et les Etats membres entre 2014 et 2021

53%
de nos engagements ont un co-bénéfice climat

Quelle est l'importance du partenariat du groupe AFD avec l'Union européenne ?

Travailler avec l'Union européenne et les Etats membres est devenu une priorité française afin de proposer des solutions innovantes de développement en utilisant une large panoplie d'instruments financiers. Grâce à ces investissements conjoints, l'Europe dans son ensemble gagne en visibilité.

Dans un souci d'efficacité, de complémentarité et de coordination, le groupe AFD entretient sur le terrain un dialogue étroit avec les délégations européennes et les services de coopération des Etats membres. Les synergies trouvées maximisent les effets des projets et leur échelle d'impact, permettent de nourrir un dialogue sectoriel renforcé. La participation de l'AFD aux programmations conjointes et aux Team Europe Initiatives contribue à l'élaboration de projets ambitieux et innovants.

Quels sont vos partenaires privilégiés et vos principaux secteurs d'intervention ?

Pour une coopération efficace capable d'agir sur les causes profondes des crises dans la région, le groupe AFD cultive un réflexe partenarial visant à concevoir ensemble des solutions à même de produire des effets systémiques. Nos homologues européens comme DANIDA, IrishAid, GIZ, KfW, ou EIB, sont nos partenaires privilégiés dans des secteurs aussi divers que la réponse aux crises, la gestion des ressources en eau, l'énergie, la gouvernance ou encore la dynamisation des économies.

Projet de construction d'une station de traitement des eaux usées à Hébron avec l'Union européenne. ©Ahed Izhiman

Pouvez-vous nous donner un exemple de projet emblématique dans la région ?

Aux côtés de la Délégation européenne, nous construisons et accompagnons sur une durée de cinq ans une station de traitement des eaux usées à Hébron en Palestine, d'une capacité de 22 500 m³/j, utilisant la technologie des boues activées. Cette infrastructure permettra d'améliorer les conditions de vie de la population d'Hébron et des villages avoisinants, soit environ une population de 190 000 personnes d'ici 2027. Elle préservera l'environnement naturel le long du cours d'eau et protégera l'aquifère. Les effluents traités rejetés dans des milieux naturels, conformes aux normes de qualité, seront utilisés à des fins agricoles.

Catherine Bonnaud
Directrice régionale
Proche et Moyen-Orient

POUR UN ACCÈS À L'EAU POUR TOUS

Deux milliards de personnes n'ont pas accès à un service d'eau potable de qualité et plus d'une personne sur deux dans le monde ne disposent pas d'un assainissement adapté. Intervenir sur l'Eau a des répercussions sur de nombreux enjeux : santé, sécurité alimentaire, biodiversité, égalité entre les sexes, ou conditions de vie des personnes défavorisées.

Face à ces constats, le groupe AFD et la Commission se mobilisent pour améliorer la fourniture de services d'eau et d'assainissement aux populations, aussi bien dans les grands centres urbains que dans les zones rurales, ou dans les territoires impactés par des crises. Ces interventions sont pensées en tenant compte des risques climatiques tels que les inondations, et peuvent proposer le développement des solutions innovantes comme la réutilisation des eaux usées pour l'agriculture.

@GIZ

Améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement pour les populations du Nord de l'Irak

Ce projet cofinancé par le gouvernement allemand (BMZ) et l'AFD, respectivement pour 7 et 15 millions d'euros, est mis en œuvre par la GIZ. Ce projet vise à mettre à niveau les infrastructures d'eau et assainissement dans le gouvernorat de Dohuk au Kurdistan irakien, où un habitant sur 4 était un réfugié ou un déplacé interne lors du lancement du projet. En assurant une transition des mesures d'urgence vers une exploitation durable, ce projet contribue au fonctionnement des installations existantes, à la construction de cinq infrastructures additionnelles prioritaires et fournit des équipements. Il promeut l'optimisation énergétique et le développement des énergies renouvelables pour réduire le coût de l'assainissement. Il appuie enfin le renforcement des capacités des équipes du gouvernorat pour planifier, gérer et entretenir ces infrastructures et équipements.

@EIB

Wadi Al Arab II – Accroître l'accès à l'eau pour les populations du nord de la Jordanie

La Jordanie est l'un des pays les plus pauvres en eau de la planète. La pénurie affecte en particulier le nord du pays. Cette situation s'est aggravée à partir de 2008 avec la crise syrienne et l'afflux massif de réfugiés, représentant environ 10% de la population.

En réponse, le gouvernement jordanien a décidé de réaliser le projet Wadi Al Arab II afin de fournir aux gouvernorats d'Irbid, Ajloun et Jerash un volume additionnel de 30M m3/an prélevé, traité et transité depuis le canal King Abdullah. Mis en chantier en 2017, le projet est opérationnel depuis juillet 2020. D'un coût total de 134 M USD, il a été cofinancé par l'AFD (59 M EUR), l'UE (14 M EUR) et sa banque, la BEI (54 M USD). La population bénéficiaire directe du projet est estimée à 1,64M d'habitants.

POUR UNE OFFRE ACCESSIBLE, EFFICIENTE ET DÉCARBONÉE

Plus d'un milliard de personnes n'a pas accès à l'électricité et les énergies fossiles, responsables de deux tiers des émissions de gaz à effet de serre, demeurent la principale source d'énergie consommée dans le monde. Dans le même temps, les problèmes d'accès demeurent un frein au développement et à la satisfaction des besoins essentiels des individus.

Un investissement massif et concerté en faveur d'un accès universel à des services énergétiques efficaces et décarbonés est indispensable. L'esprit du partenariat AFDxUE est matérialisé par des interventions communes autour d'axes clés : l'accès à des services de qualité, y compris en zone rurale, l'interconnexion régionale des réseaux électriques, le financement des énergies renouvelables, en direct ou via des programmes de finance verte et l'efficacité énergétique.

@Ahed Izhiman

SUNREF Palestine - soutenir la finance verte

Lancé en 2018, SUNREF Palestine est un programme de finance verte conjoint du groupe AFD et de l'UE, qui appuie le secteur bancaire palestinien pour accompagner la transition énergétique du pays en créant des conditions favorables au développement des investissements et des projets verts. Ce programme s'articule autour de 3 axes : des lignes de crédit à des banques finançant les entreprises et les particuliers, des primes à l'investissement au bénéfice des porteurs de projet et un accompagnement technique pour renforcer les capacités des différents acteurs. Après le succès de SUNREF I (cofinancé par l'AFD et l'UE), Proparco, l'UE, Bank of Palestine et Cairo Amman Bank ont lancé en 2022 la 2ème phase du programme. SUNREF II va permettre aux deux banques de poursuivre leur expansion dans le domaine de la finance verte et soutenir leurs clients dans le domaine de l'efficacité énergétique.

@Palestinian Wastewater Engineers Groups

Nexus Nord - Les énergies renouvelables au service de l'accès à l'eau

Le projet « Nexus Nord » qui s'inscrit dans la stratégie conjointe avec l'Union européenne, vise à appuyer les opérateurs d'eau publics de Tubas et d'Al-Yamoun, situés dans le Nord de la Cisjordanie, en permettant d'augmenter l'accès à l'eau potable et à l'assainissement tout en réduisant le coût énergétique pour ces opérateurs. Ce projet pilote combine une approche innovante d'investissements dans les secteurs de l'eau et des énergies renouvelables où, pour la première fois, la maîtrise d'ouvrage est directement déléguée aux opérateurs d'eau. C'est également à travers ce projet que devraient être installées les premières éoliennes de Palestine. Les investissements dans les énergies renouvelables au sein du gouvernorat de Tubas garantiront à l'opérateur une plus grande autonomie énergétique.

COORDONNER LA RÉPONSE AUX CRISES

Sécuritaires, politiques, sanitaires, alimentaires, ou environnementales : les crises proviennent le plus souvent de difficultés à partager le pouvoir ou les ressources, se nourrissent des conflits internes aux pays et menacent les acquis et les perspectives de développement. C'est pourquoi le groupe AFD s'engage dans les contextes de crise, pour construire une paix durable.

Par son approche intégrée, le groupe AFD cherche à agir sur les causes structurelles des crises pour les prévenir et sur leurs effets pour renforcer la résilience des pays et des populations à court, moyen et long terme. Ses interventions articulent travail d'urgence et projets de développement social et économique. Dans ces contextes tendus, plus qu'ailleurs encore, elle agit dans une logique partenariale, notamment avec ses partenaires européens.

© Basmeh & Zaytouneh

©Terre des Hommes

Shabake – Renforcer les capacités d'organisations de la société civile libanaise

Programme phare de l'initiative Minka Moyen-Orient, le programme Shabake, financé par l'AFD et la Coopération Danoise et mis en œuvre par Expertise France, vise à renforcer les capacités des organisations de la société civile libanaise afin qu'elles puissent intervenir localement et efficacement en prévention et en réponse aux crises. Treize OSC partenaires bénéficient de formations afin de consolider leurs capacités, et assurent la mise en œuvre de projets dans les domaines du relèvement économique, de la formation numérique, de la protection des populations vulnérables, de la formation professionnelle et de l'engagement citoyen. Le projet poursuit également un objectif de renforcement de l'intégration des OSC partenaires dans l'écosystème de l'aide à travers la mise en place et la consolidation de réseaux de coordination incluant les bailleurs de fonds.

Renforcer la protection des enfants affectés par la crise syrienne en Jordanie et au Liban

A travers une délégation de fonds (MADAD) de l'Union européenne, l'AFD a financé un projet de soutien aux enfants affectés par la crise syrienne en leur offrant un accès à des services de protection contre la violence, l'exploitation et la négligence. Le projet, mis en œuvre par Terre des Hommes (TdH), a assuré un soutien psychosocial aux enfants à travers des activités éducatives et récréatives ainsi que la formation professionnelle pour favoriser l'insertion des jeunes. Il a aussi permis de sensibiliser les enfants et leurs familles à la protection de l'enfance contre les risques et de renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de soutien psychosocial. Le projet répond ainsi à l'étranglement des services publics dû à la crise, et réduit les tensions qui menacent la cohésion sociale entre réfugiés et communautés hôtes.

POUR UNE ÉCONOMIE MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT

Un taux élevé de chômage, en particulier chez les femmes et les jeunes, l'inéquation entre les formations et les demandes du marché du travail, sont des causes de précarité et d'instabilité sociale dans la région. Face à ces constats, le groupe AFD et la Commission européenne se mobilisent d'une part pour soutenir des dispositifs de formation et de renforcement de compétences adaptés à la demande du marché du travail, et d'autre part pour accompagner la création d'entreprises et leur apporter des solutions de financement nécessaires à leur développement.

©The Station

Yanhad – Promouvoir l'engagement civique, l'accès à l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes irakiens

Mis en œuvre en Irak, le projet Yanhad vise à renforcer l'employabilité, l'engagement civique et la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes irakiens, en particulier dans la plaine de Ninive, particulièrement impactée par la présence de Daesh. Avec ce programme, Expertise France et ses partenaires soutiennent l'insertion socio-professionnelle des étudiants des universités de Ninive et de Mossoul, à travers le lancement d'initiatives étudiantes et d'ateliers d'orientation professionnelle. Le projet permet également de former de jeunes entrepreneurs et de soutenir le lancement de neuf start-ups. Enfin, 12 organisations de la société civile (OSC) locales bénéficient d'un renforcement de leurs capacités ainsi que de financements pour mettre en œuvre des projets d'accès aux services de base, de renforcement de la cohésion sociale et de l'engagement citoyen dans la plaine de Ninive.

©Julia Lefebvre

Ligne de crédit à Capital Bank of Jordan, en soutien aux PME

Proparco et son homologue allemand, DEG, soutiennent Capital Bank of Jordan pour lui permettre de financer et développer son portefeuille de petites et moyennes entreprises (PME), notamment les entreprises dirigées par des femmes, les start-ups et les fintechs, les entreprises appartenant à des jeunes ainsi que les PME situées en dehors de la capitale, Amman. Les prêts de Proparco (50 millions de dollars) et de la DEG (25 millions de dollars) aideront Capital Bank of Jordan à financer ces segments qui ont des difficultés d'accès aux services financiers classiques mais sont considérées comme ayant un impact important sur le développement économique. En parallèle, une prime d'impact financée par la Facilité MENA, lancée en 2021 par le groupe AFD grâce au soutien de l'Union européenne, a été accordée à la banque, avec l'objectif de l'inciter à financer davantage les PME à fort impact.

POUR UNE ACTION PUBLIQUE JUSTE ET EFFICACE

Parce qu'elles prennent en considération l'ensemble des acteurs de la société et agissent de manière plurielle sur différents facteurs, les activités en matière de gouvernance ont un impact, global et de long terme sur le développement des pays.

Le groupe AFD et la Commission européenne se sont fixés comme objectif de contribuer au développement d'institutions efficaces, transparentes et redevables, s'inscrivant dans des processus inclusifs, et s'appuyant sur des capacités et des ressources robustes et pérennes. Dans la région, les projets visent à accompagner des modes de gouvernance favorisant l'état de droit, à soutenir une action publique performante et efficace, et à promouvoir des sociétés ouvertes et équitables.

Support to the Rule of Law - une approche holistique pour la justice en Jordanie

L'Union européenne et l'AFD ont mis leurs outils financiers au service de la réforme du système judiciaire afin de consolider l'Etat de droit en Jordanie.

Les fonds délégués par l'UE à l'AFD visent à renforcer l'indépendance et la spécialisation du pouvoir judiciaire. Ensemble, les deux institutions contribuent également à une chaîne pénale plus transparente et efficace, au renforcement de la coopération internationale, à l'accès effectif à la justice pour tous, et à l'amélioration de la justice civile et commerciale.

Le programme, qui s'inscrit dans la feuille de route du Comité royal sur la justice, mobilise plusieurs partenaires techniques et opérateurs : AECID, UNODC, la GIZ et Expertise France.

Act - Projet de lutte contre la corruption et pour la transparence au Liban

Financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France, le projet ACT a pour objectif de lutter contre la corruption et de promouvoir la transparence au Liban, en renforçant la responsabilité publique, en soutenant les organismes de surveillance et en faisant progresser la transparence afin de prévenir la corruption.

Ce projet s'appuie sur le soutien des autorités nationales chargées de lutter contre la corruption, et sur l'amélioration de leurs capacités techniques et de leurs ressources pour s'assurer qu'elles sont en mesure de s'acquitter de leurs missions. Il met également l'accent sur la mise en œuvre de la loi sur le droit d'accès à l'information en tant qu'outil clé de la transparence dans le domaine public. Le projet travaille enfin à sensibiliser le public à travers plusieurs activités qui visent à fournir de meilleures connaissances sur la corruption dans le pays.

La parole à ...

Plus de cohérence, plus de solutions de financement, plus de flexibilité : animés par des convictions communes, le groupe AFD et la Commission européenne renforcent leur partenariat depuis 2008 pour accroître l'efficacité de leurs investissements solidaires. Katarína Mathernová et Koen Doens nous partagent leurs visions de l'AFD.

Katarína Mathernová

La direction générale pour le Voisinage (DG NEAR) est l'un des deux principaux partenaires du groupe AFD à l'échelle européenne. Retour d'expérience avec Katarína Mathernová, sa directrice générale, à l'occasion de la Présidence Française de l'Union européenne.

Le partenariat avec les Institutions financières a toujours été une priorité pour vous. Quelles leçons tirez-vous de celui avec le groupe AFD ?

Le groupe AFD est un acteur majeur dans les régions du Voisinage et de l'Élargissement, surtout au Sud de la Méditerranée et en Turquie, mais aussi maintenant à l'Est et dans les Balkans. C'est avec la DG NEAR que l'Europe s'ouvre au monde. Nous accompagnons les candidats à l'adhésion à l'UE et nous tissons des liens forts avec nos voisins géographiques immédiats. De Rabat à Erevan, du Caire à Kiev, en passant par Belgrade... des défis très variés à relever! Depuis 2008, notre partenariat s'est traduit par un volume d'activité avoisinant les 800 M€ couvrant l'énergie, le transport, le développement urbain et les secteurs sociaux. Le groupe AFD est ainsi notre deuxième partenaire dans le voisinage Sud. Au-delà du « blending », le Groupe véhicule également le nouvel instrument de garantie du Fonds Européen de Développement Durable (FEDD) avec, entre autres, une opération signée en décembre 2020 dans le secteur agricole couvrant la région NEAR.

Comment voyez-vous l'avenir de ce partenariat ?

La pandémie que nous traversons nous rappelle que c'est en travaillant ensemble que nous vaincrons. La mobilisation autour du « Team Europe » pèse désormais 36 Mrds€ dont 11,7 pour la DG NEAR. Et cela en seulement quelques mois ! Pour déployer efficacement sur le terrain les opérations, nous devons faire preuve de pragmatisme en attirant toutes les ressources, qu'elles soient publiques ou privées. Nous invitons le groupe AFD à s'inscrire dans les Plans d'Investissement Économique que nous avons définis avec nos pays partenaires au Sud, à l'Est et dans les Balkans.

La forte présence du groupe AFD dans les pays de la région est un atout considérable. Son expertise en matière d'innovation financière en est un autre. Nous souhaitons renforcer l'effet levier en affirmant le potentiel de l'outil « garantie » pour accompagner les transitions climatique, environnementale, numérique et sociale.

Avec le FEDD, la Commission avait pour ambition de faire son entrée dans le marché des garanties avec plus de 1,5 Mrds€ signés en décembre 2020. Avec le FEDD+, nous avons l'ambition d'en devenir un acteur de premier plan. Le Cadre Financier Pluriannuel 2021-2027 et le nouvel Instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale (NDICI), nous en donnent les moyens avec un volume total de couverture par des garanties de 53 Mrds€. Ensemble, nous atteindrons les impacts et les résultats politiques escomptés.

25

sessions de formations au service de l'indépendance du pouvoir judiciaire

50 M€

de financement de l'UE dont 5,5 M€ de fonds délégués à l'AFD

40 M€

prêt de l'AFD et 1,5 M€ pour financer l'assistance technique

2,4 M€

montant du financement UE

6 500

signatures sur la déclaration anti-corruption

6

partenariats formés avec les OSC

Pour un monde en commun

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Composé de l'Agence française de développement (AFD), en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation sur le développement durable, de sa filiale Proparco, dédiée au financement du secteur privé, et d'Expertise France, agence de coopération technique, le Groupe finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.

www.afd.fr

Twitter: @AFD_Mideast, @AFD_France

Agence Française De Développement | Direction régionale pour le Proche et Moyen-Orient
Ambassade de France au Liban, Bâtiment K, Espace des Lettres, Rue de Damas, Beyrouth, Liban